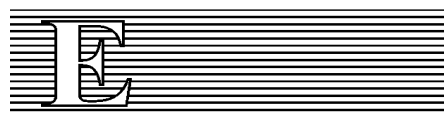




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/STATCOM/3/19
novembre 2011

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion de la Commission africaine
de statistique (StatCom-Afrique III)

Le Cap (Afrique du Sud)
18-23 janvier 2012

**Plan d'Action de Gaborone
sur les Activités des Noms Géographiques en
Afrique**

Plan d'Action de Gaborone sur les Activités des Noms Géographiques en Afrique

Nous, participants à l'atelier consultatif sur l'orientation future des activités des noms géographiques en Afrique, tenu à Gaborone au Botswana du 23 au 25 Novembre 2011, ci-après désignés "les participants", après des assises suite à la demande de la deuxième réunion de la Commission Africaine des Statistiques (StatCom-Afrique) adressée à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de préparer, en collaboration avec le Groupe des Experts des Nations Unies sur les noms géographiques (GENUNG), un programme de travail sur les activités futures des noms géographiques en Afrique ;

Rappelant la résolution 2011/24 du Conseil Economique et Social des Nations Unies, qui a reconnu l'importance de l'intégration de l'information cartographique et statistique ainsi que les données spatiales, et la nécessité de promouvoir la coopération internationale dans la cartographie, les noms géographiques et l'information géospatiale, et

Reconnaissant que les noms géographiques sont des outils importants pour relier des données statistiques spécifiques géoréférencées aux identifiants significatifs et que la normalisation de tels noms géographiques est essentielle pour le recoupement et le partage des données spécifiques géoréférencées et des informations afin d'améliorer le développement des applications de géolocalisation et des services;

Affirmant le rôle important des noms géographiques dans le développement économique, social et culturel, en particulier dans les pays en développement, et *notant* le peu de progrès réalisé par la plupart des pays africains dans le domaine de la normalisation des noms géographiques;

Considérant l'utilisation croissante des technologies de l'information et de la communication dans les activités des noms géographiques, l'utilité concomitante du logiciel africain GeoNyms créé par la CEA, et l'importance du projet cadre du répertoire toponymique du Centre d'excellence des Nations Unies pour l'infrastructure des données spatiales (CoE4UNSDI) ;

Ayant discuté de l'urgence et du besoin critique et de plus en plus croissant de données fiables et accessibles sur les noms géographiques, nécessaires à la formulation et à la gestion des politiques de développement et des programmes nationaux et internationaux,

Formulons par la présente, ce Plan d'Action de Gaborone (PAG) sur les Noms Géographiques, articulé autour de quatre thèmes, afin qu'il soit pris en considération par la Commission Africaine des Statistiques.

I. Améliorer les arrangements institutionnels nationaux en relation avec les autorités de noms géographiques

À ce jour, seulement 16 des 54 pays d'Afrique ont établi une autorité nationale pour superviser leurs efforts de normalisation. 18 ont une institution servant de contact pour les noms géographiques, sans mandat juridique approprié du gouvernement. Et, même parmi ces derniers, très peu sont activement engagés dans les travaux de normalisation. Il n'y a aucune information dans les 20 pays restants sur

l'état des activités des noms géographiques. Les participants ont, dès lors, recommandé les actions suivantes afin d'améliorer les arrangements institutionnels dans les pays africains à l'égard de noms géographiques:

1. Rappeler les avantages des autorités toponymiques nationales et le besoin d'avoir une commission nationale permanente et stable (un conseil, un comité ou un organisme équivalent), placée sous la tutelle d'un département ministériel, en :
 - a. Accroissant la sensibilisation des politiciens;
 - b. Accroissant la sensibilisation au sein des organismes de cartographie, de statistique et d'autres institutions qui utilisent les noms de lieux;
 - c. Sensibilisant le public en général, et en particulier les médias et le milieu universitaire, sur l'utilisation de noms géographiques normalisés.
2. Encourager les gouvernements des pays africains à établir ou à revitaliser les autorités nationales de noms géographiques.
3. Etablir des contacts pour les pays et au sein des pays entre les ministères, les universités, etc.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, la CEA, en collaboration avec les pays et les partenaires comme la Commission de l'Union africaine (CUA), le Groupe d'Experts des Nations Unies sur les Noms Géographiques (GENUNG), les centres régionaux de formation, de services géospatiaux, des statistiques ainsi que d'autres organisations, devraient renforcer la sensibilisation des politiciens, des ministères, des universités et du grand public et les convaincre des avantages de la normalisation des noms géographiques, et ce à travers des lettres officielles adressées aux chefs d'Etats, la création de sites web nationaux et régionaux pour promouvoir l'utilisation des noms géographiques normalisés.

II. Accroître le renforcement des capacités et le partage des connaissances

Une des raisons de la mauvaise performance de la normalisation des noms géographiques, à la fois dans les pays et dans les autorités toponymiques, est le manque de compétence dans ce domaine. Il y a un grand besoin de renforcer les capacités des pays et des institutions dans les États membres pour les aider à produire des noms géographiques normalisés pour le développement national et la planification, ainsi que pour une utilisation internationale. Pour réaliser cet objectif, les participants ont recommandé de:

1. Continuer les sessions de formation sur la toponymie pour une meilleure gestion des noms géographiques dans les pays africains, à travers:
 - a. la poursuite des formations ou ateliers en rapport avec la normalisation des noms géographiques pour renforcer la capacité et les compétences du personnel travaillant dans les autorités toponymiques nationales et dans d'autres organismes afin de répondre de manière adéquate aux exigences nationales et internationales en la matière;
 - b. la formation des formateurs des ateliers;
 - c. le parrainage de la participation des pays africains aux ateliers régionaux;
 - d. l'offre gratuite des cours de formation en ligne dédiés à l'Afrique.
2. Promouvoir la coopération Sud-Sud dans le développement des ressources humaines afin d'améliorer l'échange d'informations, les meilleures pratiques nationales, les expériences et les leçons tirées, à travers:

- a. l'organisation de réunions d'experts nationaux;
- b. le développement et le maintien des sites web nationaux des noms géographiques;
- c. le parrainage de la participation des experts des pays africains aux Conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques (UNCSGN) qui se tiennent tous les cinq ans, et dans les sessions du Groupe d'experts des Nations Unies sur les Noms Géographiques qui se tiennent entre les UNCSGN, offrant ainsi des occasions de partager les expériences;
- d. la conception d'ateliers de courte durée sur les noms géographiques, prélude ou en association avec certains événements du CODIST, de StatCom-Afrique et d'autres grandes conférences, et le parrainage de la participation des pays africains à ces événements en vue de fournir des occasions pour participer aux conférences africaines.

La CEA est encouragée à prendre des initiatives pour la mobilisation de fonds et pour organiser des ateliers de formation et des réunions d'experts. Le GENUNG et les centres régionaux tels que le Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD), le Centre régional de formation aux techniques des levés aérospatiaux (RECTAS), le Centre régional de télédétection des Etats de l'Afrique du Nord (CRTEAN), les centres des statistiques et les institutions de formation devraient fournir une expertise et un éventuel financement à travers la CEA. Les Communautés économiques régionales (CER) doivent être abordées par la CEA afin d'obtenir leur soutien dans cette direction.

III. Promouvoir la coordination et la coopération aux niveaux national, régional et mondial

La situation des noms géographiques en Afrique commande des efforts de concertation des organismes nationaux, régionaux et internationaux. Pour parvenir à des résultats proches des pays qui ont des noms géographiques normalisés accessibles, les activités doivent être simultanément entreprises au niveau national, régional et mondial. Certaines mesures proposées pour améliorer la situation en Afrique comprennent :

1. Au niveau national,
 - a. Insérer, dans un processus de long terme, les noms géographiques dans les programmes d'apprentissage des écoles et des universités,
 - b. Développer des slogans bien pensés pour aider à la sensibilisation du public, des politiciens et des administrateurs de la valeur de la normalisation des noms géographiques.
2. Au niveau régional
 - a. Introduire la normalisation des noms géographiques dans les agendas de StatCom-Afrique et CODIST;
 - b. Créer une base de données de personnes ressources africaines dans la normalisation des noms géographiques;
 - c. Améliorer le partage d'informations et des méthodes utilisées;
 - d. Promouvoir la signification des noms géographiques en mettant la normalisation des noms géographiques dans les agendas des réunions et conférences organisées par la CEA, l'UA, les centres régionaux, et les CER (par exemple, la ECOWAS, SADC, ECCAS, etc.);
 - e. Instituer une Journée africaine des noms géographiques;

- f. Encourager les pays n'ayant pas encore un organisme national des noms géographiques à organiser un atelier pour lancer une telle possibilité.

3. Au niveau mondial

Supporter la participation des experts des noms géographiques des pays africains aux conférences internationales.

La CEA, en collaboration avec la CUA, les divisions africaines du GENUNG et l'Équipe de travail pour l'Afrique, établit les modalités pour une coopération et une coordination plus efficaces avec les organisations régionales telles que RECTAS, RCMRD, CRTEAN, CER et les centres de statistiques et les institutions de formation pour soutenir les pays dans les tâches énumérées ci-dessus. Certaines des mesures indiquées ici ont besoin de ressources financières tandis que d'autres points ont été anticipés par des lettres de la CEA ou du GENUNG.

IV. Exploiter les progrès de la technologie et de la communication et leur impact sur les noms géographiques en Afrique

L'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication offre des opportunités énormes pour les noms géographiques. De nos jours, l'accès facile aux noms géographiques normalisés est essentiel dans un monde hautement mondialisé et numériquement interconnecté. Le potentiel de l'Internet pour réaliser les objectifs de la normalisation des noms géographiques, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale, est vaste.

Les sites web toponymiques des pays aideraient également à fournir des informations sur la normalisation des noms géographiques, les directives toponymiques, les informations sur les ateliers de formation en toponymie, les capacités interactives pour le traitement des requêtes concernant les noms géographiques et la facilitation des échanges internationaux de données toponymiques. À cette fin, les participants recommandent que:

1. Le logiciel africain GeoNyms de la CEA soit mis à la disposition des pays en Afrique, en démarrant par quelques projets pilotes dans certains pays, avec la formation nécessaire;
2. La CEA assure que GeoNyms intègrera les standards internationaux pour faciliter l'interopérabilité avec les systèmes similaires comme le projet de répertoire toponymique du (CoE4UNSDI) et ceux des groupes de travail concernés du GENUNG.
3. Les pays soient assistés dans l'utilisation de cette technologie afin de permettre aux noms géographiques d'être stockés et réutilisés dans la cartographie, les statistiques, les opérations de recensement, les SIG, et à d'autres fins au sein du gouvernement et du secteur privé.

La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique met à la disposition des pays africains le logiciel GeoNyms et assure une formation sur son utilisation et sur la façon de l'adapter aux besoins des pays. Les groupes de travail du GENUNG ainsi que les centres régionaux pourraient fournir un soutien à la CEA dans le développement des capacités dans tous les pays africains.